

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 07/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE BORNAY 2

188 rue Maurice Béjart
34000 Montpellier

Références : VAT20230405

Code AIOT : 0010013413

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement PARC EOLIEN DE BORNAY 2 implanté Pièces de Bornay 18120 Chéry. L'inspection a été annoncée le 19/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE BORNAY 2
- Pièces de Bornay 18120 Chéry
- Code AIOT : 0010013413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

– Situation de l'entreprise :

La société du parc éolien de Bornay 2 exploite cinq aérogénérateurs et un poste de livraison électrique sur le territoire de la commune de Chéry. L'installation a été mise en service le 01/03/2023.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités de cet établissement sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/11/2018.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2980-1 : installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant 5 aérogénérateurs dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m (autorisation).

– Projets et investissements :

Sans objet.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la mise en service de l'installation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites de l'inspection précédente ;
- récolement des installations suite à leur mise en service.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-4.2.1	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	90 jours
4	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
2	Registre des terres excavées	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
12	Intégrité technique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	/	Sans objet
13	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
14	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Sans objet
21	Tests arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
22	Contrôles brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	/	Sans objet
27	Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Sans objet
6	Notification de mise en service industrielle	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article III-1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Information des services d'incendie et de secours	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-4.2.2	/	Sans objet
9	Bridage avifaune	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-4.2.2	/	Sans objet
10	Mesure des niveaux d'émission sonore	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-4.4	/	Sans objet
11	Chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
15	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet
16	Accès aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
17	Identification aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
18	Prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
19	Intérieur aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
20	Information des services d'incendie et de secours	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-5	/	Sans objet
23	Contrôles pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	/	Sans objet
24	Systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	/	Sans objet
25	Extincteurs – aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
26	Extincteurs – poste de livraison	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ;- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...]- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
Constats : Le registre des déchets sortants tenu par l'exploitant comporte des erreurs (codes déchets et codes de traitement attribués, unité des quantités) et des lacunes (absence de la qualification du traitement final, du caractère POP ou non du déchet, données concernant le

producteur, le transporteur et l'installation réceptrice incomplètes).

Observations : Observations du 27/07/2022 : [...] Le registre ne mentionne pas le numéro SIRET et l'adresse du producteur, du transporteur et de l'entreprise assurant le traitement final de chaque déchet [...].

En ce qui concerne les déchets pris en charge par PAPREC, l'inspection note une incohérence entre la quantité de DIB mentionnée dans le bon d'enlèvement et le BSD (9 740 kg) et la valeur enregistrée dans le registre (1 000 kg) et relève que le type de traitement des déchets de bois n'est spécifié dans aucun document.

De même, le BSD relatif aux eaux souillées [...] ne précise pas le type de traitement final. En ce qui concerne les terres polluées par les hydrocarbures (940 kg le 22/04/2022), ce sont des déchets dangereux : le code déchet [...] est incorrect.

L'exploitant déclare que la pollution de terres aux hydrocarbures est liée à un acte de malveillance sur le chantier [...].

Constat du 27/07/2022 : L'exploitant doit procéder aux corrections et compléments nécessaires dans le registre et les BSD des déchets produits en phase de chantier et justifier que les terres polluées par les hydrocarbures ont été traitées en tant que déchets dangereux.

L'exploitant a remis les justificatifs nécessaires concernant :

- la preuve de l'admission des 940 kg terres évacuées à la suite de l'incident survenu sur le chantier vers l'installation de traitement des terres souillées de Vouvray (37). L'acceptation du déchet par cette installation démontre que le seuil de pollution aux hydrocarbures imposé dans l'arrêté la réglementant n'est pas atteint, cette installation ne pouvant pas admettre de terre polluée 17 05 03*, et les seuils d'admission étant respectés le code déchet attribué est bien 17 05 04 ;
- les justificatifs concernant les quantités de déchets de béton et ses terres excavées ;
- le BSD corrigé en ce qui concerne les eaux souillées.

Examen du registre des déchets sortants présenté par l'exploitant :

- les codes déchets attribués pour les déchets expédiés sont erronés, en effet l'exploitant attribue des codes débutant par "20" correspondant à des déchets municipaux alors que ses déchets sont issus d'un chantier de construction concerné par la rubrique 17 de la nomenclature des déchets définie en annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Ainsi, les DIB en mélange devraient être codifiés 17 09 04 et non 20 03 01, le bois 17 02 01 et non 20 01 38, et le code attribué pour la ferraille devrait être 17 04 05 (ou 17 04 07 en cas de métaux en mélange) et non 20 01 40 ;
- absence du code de traitement et de la qualification du traitement final concernant les déchets de bois évacués le 01/12/2021 ;
- les codes de traitement attribués sont erronés (l'exploitant indique seulement R ou D), le numéro faisant partie du code et désignant le mode de traitement doit être indiqué ;
- la qualification du traitement final est absente (il ne s'agit pas du code de traitement mais de sa désignation dans la hiérarchie des modes de traitement définie par l'article L. 541-1 du code de l'environnement).

En outre, pour les déchets évacués à partir de 2022, les informations suivantes sont également absentes :

- caractère POP (polluant organique persistant) ou non des déchets ;
- la quantité de déchet sortant est exprimée en kg et non en tonne ou en m³ ;
- l'adresse de l'établissement expéditeur ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ;

- le numéro SIRET et l'adresse du transporteur qui prend en charge le déchet ;
- le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.

Par ailleurs, des demandes d'acceptation préalables datant de mars 2022 présentées par l'exploitant concernant une évacuation de 200 t de béton qui ne figure pas dans le registre des déchets sortants.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre des terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants. Le registre contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition [...] ;- la dénomination usuelle [...] ;- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés ;- l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;

<ul style="list-style-type: none"> - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
<p>Constats : Le registre des terres excavées et sédiments tenu par l'exploitant est incomplet.</p>
<p>Observations : <i>Observations du 27/07/2022 : Documents consultés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - registre chronologique des déchets sortants en version dématérialisée (tableur de VALECO) ; - demande préalable d'acceptation pour les déchets inertes n° DP22030013C établie par la société RENOROUTE le 17/03/2022 pour 1 000 t de terres et cailloux. <p><i>L'exploitant indique que les deux lignes du registre portant sur l'évacuation de 1 000 t de terres excavées sont erronées quant à la qualification des terres car elles n'ont pas été contaminées par des hydrocarbures. Il s'agit de terres et cailloux issus des opérations d'excavation pour les fondations des aérogénérateurs qui n'ont pas pu être utilisés in situ en remblais. L'inspection constate que plusieurs données n'apparaissent pas dans le registre :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production - le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés - l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le code du traitement qui va être opéré par la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchets, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. <p><i>Constat du 27/07/2022 : L'exploitant doit corriger et compléter le registre chronologique des déchets sortants quant aux 1000 tonnes de terres excavées le 18/03/2022.</i></p> <p><i>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter son registre des terres excavées mis à jour.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] En particulier, les travaux de déboisement de la chênaie située à proximité de l'éolienne E6 portent sur une superficie maximale de 523 m² et sont effectués entre le 1er septembre et le 29 février.</p> <p>En compensation du déboisement de la chênaie susvisée, l'exploitant procède, préalablement aux travaux de déboisement, à la plantation de haies bocagères sur une superficie au moins égale à 523 m². Le choix des espèces plantées vise à favoriser la création d'un habitat a minima équivalent sur le plan écologique à la chênaie susvisée et le choix des lieux d'implantation est déterminé de façon à maintenir une distance suffisante d'éloignement des aérogénérateurs afin d'éviter tout risque de collision avec les chiroptères. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un rapport justifiant les choix retenus.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à la plantation de 523 m ² de haies bocagères en compensation du déboisement de la chênaie.
Observations : <i>Observations du 27/07/2022 : Documents consultés :</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>planning du chantier par VALECO ;</i> - <i>déclaration réglementaire d'ouverture de chantier adressée à la mairie de Chéry le 20/07/2021 ;</i> - <i>note de VALECO sur le déboisement;- échanges de courriels internes à VALECO en 2021 ;</i> - <i>plan général de coordination pour la protection de l'environnement par ECOSPHERE en février 2020 ;</i> - <i>comptes rendus de suivi écologique des 21/03/2022 et 11/07/2022 par VALECO et ECOSPHERE ;</i> - <i>compte rendu de réunion de lancement du 05/08/2021 par VALECO et ECOSPHERE.</i> <p><i>Le chantier a débuté le 02/08/2021 puis a été suspendu du 28/01/2022 au 20/07/2022. La reprise du chantier a été précédée du passage d'un écologue le 11/07/2022 qui n'a pas relevé de nidification. Il s'avère que le propriétaire de la parcelle sur laquelle s'implantait la chênaie a procédé de sa propre initiative au déboisement sans avertir VALECO. L'exploitant prévoit la plantation de haies bocagères, dont la localisation n'est pas encore arrêtée, à l'hiver 2022-2023 en compensation du déboisement.</i></p> <p><i>Constat du 27/07/2022 : L'exploitant n'a pas procédé à la plantation de 523 m² de haies bocagères en compensation du déboisement de la chênaie. L'exploitant présente les plans d'implantation des haies à créer.</i></p> <p>Trois parcelles communales ont été retenues, le détail des plantations est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>parcelle AA4 à Chéry : 50 m de haies basses, soit 100 m² ;</i> - <i>parcelle ZB31 à Saint-Pierre-de-Jards : 50 m de haies basses et 125 m de haies hautes, soit 435 m² au total ;</i> - <i>parcelle ZD3 à Saint-Pierre-de-Jards : 385 m de haies hautes, soit 1 155 m².</i> <p>Soit un total de 1 690 m² de plantation de haies.</p>

En outre, l'exploitant présente la convention signée avec la commune de Chéry en date du 12/04/2023 pour la réalisation des plantations sur la parcelle AA4. Il déclare qu'une convention similaire est en cours d'établissement avec la commune de Saint-Pierre-de-Jards en ce qui concerne les parcelles ZB31 et ZD3. Il déclare également que les plantations devraient être réalisées d'ici au 31/10/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-1
Thème(s) : Situation administrative, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique : 2980-1 Régime : A Nature de l'installation : 5 aérogénérateurs Hauteur de mât : 98,4 m maximum en sommet de nacelle La hauteur totale maximale en bout de pale autorisée, pale en position verticale, pour chaque aérogénérateur est de 150 m. Le diamètre maximal du rotor autorisé pour chaque aérogénérateur est de 117 m. La puissance unitaire maximale autorisée pour chaque aérogénérateur est de 2,5 MW, portant la puissance totale maximale autorisée pour l'installation à 12,5 MW
Constats : La puissance unitaire des aérogénérateurs est supérieure à la puissance unitaire maximale prescrite. L'exploitant doit transmettre au préfet du Cher un rapport à porter à connaissance l'informant des modifications apportées aux modèle de machine installé.
Observations : L'exploitant a déclaré la mise en service industrielle de ses installations au 01/03/2023 par courrier du 29/03/2023. Ce courrier comprend le relevé de l'altitude au pied et en bout de pale de chaque aérogénérateur. La hauteur totale en bout de pale ne dépasse pas 150 m pour la totalité desdites machines. Examen de la documentation technique et des plans associés au modèle d'éolienne installé (Nordex N117/3000 controlled, appartenant à la série K08 delta) : - la hauteur en sommet de nacelle est de 94 m ; - le diamètre du rotor est de 116,8 m ; - la puissance unitaire des aérogénérateurs est de 3 MW (supérieur à 2,5 MW).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs « et du (des) poste (s) de livraison ». Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. À compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <p>[...] - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement [...].</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Vérification sur la plateforme OREOL (dédiée à la réalisation des déclarations prescrites) : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant a déclaré les données techniques relatives à ses cinq aérogénérateurs et à son poste de livraison ;- la dernière mise à jour de cette déclaration a été réalisée à l'occasion de la mise en service industrielle de l'installation (le 01/03/2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Notification de mise en service industrielle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article III-1
Thème(s) : Autre, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Préalablement à la réalisation de ces opérations, l'exploitant informe : - la Préfète du Cher ; [...] - le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cher ; - le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer - Direction Générale de l'Aviation Civile - Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) - Pôle de Nantes, zone Aéroportuaire CS 14321 - 44343 BOUGUENNAIS CEDEX ; - le Ministère de la Défense - Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord à Cinq-Mars-La-Pile (BA 705 - SDRCAM Nord - RD 910 - 37076 TOURS CEDEX 02) : ➤ des dates de début et de fin de chantier pour l'installation des éoliennes, en rappelant pour chacune d'elles, sa position géographique exacte, en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), ainsi que son altitude en mètres NGF (nivellement géographique de la France) à la base et leur hauteur au sommet (pales comprises) ; ➤ de la mise en service industrielle de son installation.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : <i>Observations du 27/07/2022 : Documents consultés :</i> - copies des courriers adressés le 20/06/2022 par VALECO au préfet du Cher, à la DDT du Cher, au SDIS de l'Indre, au SDIS du Cher, à la SDRCAM Nord, à la DGAC et à l'inspection des installations classées. <i>Aucun courrier n'a été adressé aux services avant le début du chantier en août 2021 et les courriers du 20/06/2022 ne mentionnent pas explicitement l'altitude en mNGF en pied de machine et la hauteur en sommet de machine (pales comprises).</i> <i>Constat du 27/07/2022 : L'exploitant n'a pas procédé aux envois de courriers aux services contenant l'ensemble des données requises avant le démarrage du chantier de construction.</i> L'exploitant présente les courriers datés du 09/12/2022 informant le SDIS du Cher, le SDIS de l'Indre, la DGAC et le Ministère des armées de la mise en service industrielle de son installation. Ce courrier précise notamment l'altitude en mNGF en pied de machine et la hauteur en sommet de machine (pales comprises), ainsi que les coordonnées des aérogénérateurs (latitude et longitude) au format WGS 84 (degré, minutes et secondes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Information des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-5
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les coordonnées d'une personne ou d'un opérateur représentant l'exploitant, pouvant être joint à tout moment et à même de gérer une situation anormale telle qu'un incendie, sont communiquées aux services d'incendie et de secours avant le début de travaux et avant la mise en service des installations, accompagnées d'un plan d'implantation et d'accès aux éoliennes. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Examen des courriers du 09/12/2022 précités transmis aux SDIS du Cher et de l'Indre : ils comportent les coordonnées d'un opérateur représentant l'exploitant, ainsi que le numéro d'astreinte de l'exploitant pouvant être joint à tout moment en cas de situation anormale. Par ailleurs, l'exploitant présente le courriel du 03/03/2023 par lequel il a transmis au SDIS du Cher un plan d'accès à son installation, les données techniques afférentes, l'emplacement des extincteurs, ainsi qu'un rappel des coordonnées d'un opérateur et du numéro d'astreinte de l'exploitant pouvant être joint à tout moment en cas de situation anormale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 15 avril au 31 juillet inclus : en cas de vents inférieurs à 6 m/s, de précipitations inférieures à 0,2 mm/h et de température supérieure à 10°C, arrêt du fonctionnement de tous les aérogénérateurs pendant les 3 premières heures après le coucher du soleil ; - du 1er août au 31 octobre inclus : en cas de vents inférieurs à 6 m/s, de précipitations inférieures à 0,2 mm/h et de température supérieure à 10°C, arrêt du fonctionnement de tous les aérogénérateurs dès le coucher du soleil et sur la nuit entière. <p>La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : L'exploitant présente les modalités de bridage mises en place pour prévenir le risque de collision avec les chiroptères (extrait de la configuration des automatismes programmés pour les cinq aérogénérateurs) : les conditions de période de mise en œuvre, de déclenchement et de durée du bridage correspondent à celles prescrites.</p> <p>L'exploitant présente également son système de contrôle et d'acquisition de données (SCADA), examen par sondage des données qui y sont enregistrées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bridage visant à prévenir le risque de collision avec les chiroptères s'est enclenché le 05/07/2023 à 21h48 (heure de coucher du soleil) ; - les éoliennes ont redémarré le 06/07/2023 à 0h48, soit 3 heures après le coucher du soleil (cohérent avec le bridage défini pour la période du 15 avril au 31 juillet inclus).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bridage avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour prévenir le risque de collision avec l'avifaune, l'exploitant met en place un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs consistant en l'arrêt de tous les aérogénérateurs le jour même et le lendemain de travaux agricoles réalisés sur au moins une des parcelles accueillant les aérogénérateurs. L'exploitant doit pouvoir justifier de la mise en œuvre effective de ce plan de fonctionnement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente la convention signée le 14/12/2021 par laquelle l'exploitant agricole des parcelles accueillant les aérogénérateurs s'engage à le prévenir au moins 24h avant le début de travaux agricoles sur lesdites parcelles. Il présente également des messages échangés en internes à sa société indiquant que l'exploitant agricole l'a informé de travaux devant débiter le 02/07/2022 après-midi. Examen des données enregistrées dans le SCADA : - les éoliennes ont été arrêtées le 02/07/2023 à 13h54 ; - les éoliennes ont été redémarrées le 03/07/2023 à 20h21. L'inspection relève que l'exploitant pourrait utilement renforcer la traçabilité de la mise en œuvre de ce bridage en consignait dans un document écrit : la date et l'heure d'appel de l'exploitant agricole, la date et l'heure de démarrage des travaux agricoles, la date et l'heure de la fin desdits travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesure des niveaux d'émission sonore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-4.4
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les 3 mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé. Les emplacements des mesures sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans l'étude acoustique figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments. Si l'un ou plusieurs de ces points de mesure ne pouvaient être identiques à ceux retenus dans l'étude acoustique susvisée, ils seront remplacés par des points situés au droit de l'une des habitations adjacentes, sous réserve de justifier d'un environnement de mesure analogue.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente le rapport relatif aux mesures des niveaux sonores réalisées du 21/03/2023 au 12/04/2023 par un organisme disposant d'une qualification de l'OPQIBI dans le domaine acoustique et vibratoire. Examen dudit rapport : <ul style="list-style-type: none">- il fait référence au protocole de mesure de l'impact acoustique d'un parc éolien terrestre reconnu par le Ministre en charge des installations classées pour la protection de l'environnement (version du 22/03/2022) ;- les points de mesure font l'objet d'une justification adaptée et sont présentés ;- il conclut à l'absence de tonalité marquée, et de dépassement des émergences ainsi que des niveaux sonores admissibles de jour comme de nuit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none">- les aérogénérateurs sont desservis par des voies d'accès carrossables d'une largeur d'environ 5 m (revêtent gravillonné ou enrobé monocouche selon les secteurs) ;- présence d'aires de retournement à proximité des aérogénérateurs ;- il n'est pas constaté de dégradation desdits chemins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Intégrité technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu par l'article R. 125-15 du code de la construction et de l'habitat (contrôle technique des ouvrages, missions solidité et sécurité des personnes).</p>
<p>Observations : L'exploitant présente le certificat attestant de la conformité du modèle d'aérogénérateur installé (N117/3000 controlled) à la norme IEC 61 400-1 dans sa version de 2010 en vigueur lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation en 2017 (complété en 2018). Ce certificat est valide jusqu'au 28/10/2026.</p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rapports de de contrôle des cinq éoliennes réalisés par le fabricant des aérogénérateurs en date du 05/01/2023 ; - les attestations de conformité de chacun des cinq aérogénérateurs de son installation établies par ledit fabricant le 14/06/2023. <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu par l'article R. 125-15 du code de la construction et de l'habitat (contrôle technique des ouvrages, missions solidité et sécurité des personnes).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.</p>
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que le rapport de contrôle mise à la terre de son installation a été réalisé par un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Observations : L'exploitant transmet un document technique du fabricant des aérogénérateurs relatif à la mise à la terre, à la foudre et à la surtension, dans sa version 1 du 21/01/2014, indiquant que toutes les turbines « Nordex K08 – Generation delta » (série à laquelle appartient le modèle N117/3000 controlled) respectent la norme IEC 61 400-24 (la version en vigueur en 2014 et lors du dépôt de la demande d'autorisation de l'installation était celle de juin 2010).
<p>L'exploitant présente le rapport de vérification technique des installations électriques des cinq éoliennes et du poste de livraison établi en date du 28/10/2022 : il comporte une partie dédiée au contrôle de la mise à la terre de l'installation, aucune observation formulée. Toutefois, le rapport ne comporte aucun élément démontrant qu'il a été établi par un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique.</p> <p>Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence. <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.</p>
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que le rapport de contrôle de ses installations électriques a été réalisé par un organisme compétent.
<p>Observations : L'exploitant présente les attestations de conformité de chacun des cinq aérogénérateurs de son installation, elles ont été établies par le fabricant des turbines le 14/06/2023 et précisent que les installations respectent la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines.</p> <p>L'exploitant présente le rapport de vérification technique des installations électriques des cinq éoliennes et du poste de livraison établi en date du 28/10/2022 : il comporte un examen technique des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, aucune observation formulée. Toutefois, le rapport précité ne comporte aucun élément démontrant qu'il a été établi par un organisme compétent.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite de l'installation : présence d'un balisage lumineux sur la nacelle des cinq aérogénérateurs, le clignotement dudit balisage est synchronisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Accès aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Par sondage, visite des éoliennes n° 2 et 4 et du poste de livraison : <ul style="list-style-type: none">- la porte d'accès à l'intérieur desdits aérogénérateurs est fermée à clef ;- les deux portes d'accès au poste de livraison sont fermées à clef ;- l'interdiction d'accès aux ouvrages par les personnes étrangères à l'installation est affichée sur quatre panneaux répartis le long des chemins d'accès et au niveau des portes des ouvrages précités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Identification aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Examen de la plateforme OREOL : les identifiants délivrés sont CHE01-EOL1 à CHE01-EOL5. Par sondage, visite des éoliennes n° 2 et 4 : l'identifiant CHE01-EOL2 est inscrit de manière lisible au-dessus de la la porte d'accès à l'intérieur de l'éolienne n° 2, de même l'identifiant CHE01-EOL4 est inscrit de manière lisible au-dessus de la la porte d'accès à l'intérieur de l'éolienne n° 4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Prescriptions tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"> - présence de quatre panneaux répartis le long des chemins d'accès aux aérogénérateurs (à l'entrée du site, à proximité de l'éolienne n° 1 et du poste de livraison, à proximité de l'éolienne n° 3, à l'embranchement donnant accès aux éolienne n° 4 et 5) ; - ces panneaux comportent le nom et un plan de l'installation, rappellent les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale (numéro à contacter), et indiquent l'interdiction de pénétrer dans les aérogénérateurs ainsi que les mises en garde de sécurité (risques d'électrocution et de chute de glace). Par sondage, visite des éoliennes n° 2 et 4 : les consignes et indications précitées sont rappelées à proximité des portes d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Intérieur aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Par sondage, visite des éoliennes n° 2 et 4 : le palier inférieur situé à l'intérieur desdites éoliennes est propre et exempt d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Information des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-5
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un affichage visible reprenant les coordonnées d'une personne ou d'un opérateur représentant l'exploitant, pouvant être joint à tout moment et à même de gérer une situation anormale telle qu'un incendie, est effectué à l'intérieur du pied de mât de chaque aérogénérateur et du poste de livraison.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Par sondage, visite des éoliennes n° 2 et 4 : présence au niveau du palier inférieur situé à l'intérieur desdites éoliennes d'un affichage indiquant les coordonnées d'un opérateur et le numéro d'astreinte pouvant être joint à tout moment afin de gérer une situation anormale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Tests arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
<p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime a été réalisé sur chaque aérogénérateur avant la mise en service industrielle de l'installation.</p>
<p>Observations : Par sondage, examen du contrôle de l'éolienne identifiée CHE01-EOL04, il précise que les essais suivants ont été réalisés le 26/01/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêt d'urgence depuis la base de la tour ; - arrêt d'urgence dans la nacelle ; - délestage et arrêt d'urgence en opération. <p>L'exploitant indique que l'arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime est inclus dans l'essai du système de surveillance de l'état de l'aérogénérateur ("condition monitoring system") dont la réalisation est mentionnée dans le même document. Toutefois, il n'est pas en mesure de démontrer que ledit essai inclut bien un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Contrôles brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur plus de trois mois après la mise en service industrielle de l'installation.
Observations : Par sondage, examen du rapport de maintenance de l'éolienne identifiée CHE01-EOL01 (n° 89379) daté du 30/03/2023 : il précise que les contrôles suivants ont été réalisés : ensemble des brides de fixations, des brides de mât et fixation des pales. Toutefois un contrôle visuel du mât n'a pas été réalisé (les cases dédiées au contrôle visuel interne et externe du mât ne sont pas renseignées).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Contrôles pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Par sondage, examen du rapport de maintenance de l'éolienne identifiée CHE01-EOL03 (n° 89381) daté du 30/03/2023 : il précise qu'un contrôle visuel des pales et un contrôle visuel de l'intérieur des pales a été réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente la liste des systèmes instrumentés de sécurité de l'installation. Par sondage, en ce qui concerne la détection de glace : ce système est présent dans la liste présentée par l'exploitant, ainsi que les précisions concernant ses fonctionnalités, la fréquence des tests et les opérations de maintenance destinées à garantir son efficacité dans le temps. Par sondage, examen du contrôle de l'éolienne identifiée CHE01-EOL04 : il précise que le détecteur de glace a été vérifié le 26/01/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Extincteurs – aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Par sondage, visite des éoliennes n° 2 et 4 : - présence, au niveau du palier inférieur desdites éoliennes, d'un plan de localisation des extincteurs mentionnant la présence de trois de ces équipements (implantés au niveau du palier inférieur, du premier palier et dans la nacelle) ; - par sondage, présence d'un extincteur au CO2 (adapté aux feux d'origine électrique) visible et facilement accessible à proximité de la porte du palier inférieur situé à l'intérieur desdites éoliennes ; - par sondage, présence d'un extincteur au CO2 visible et facilement accessible au niveau du premier palier situé à l'intérieur desdites éoliennes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Extincteurs – poste de livraison

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article II-5
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le poste de livraison électrique est équipé d'extincteurs en nombre suffisant, en bon état et adaptés au risque d'incendie à combattre.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite des deux locaux du poste de livraison : présence d'un extincteur au CO2 (adapté aux feux d'origine électrique) ne présentant pas de défaut notable dans chaque local.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Détection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas défini de procédure de redémarrage des aérogénérateurs de son installation en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace.
Observations : Examen des rapports de contrôle des cinq éoliennes : ils précisent qu'elles sont équipées de détecteurs de formation de glace sur les pales par déduction (« ice sensor Labkotec »). L'exploitant précise qu'une détection de glace entraîne l'arrêt immédiat de l'aérogénérateur concerné. Toutefois, il n'est pas en mesure de présenter sa procédure de redémarrage des aérogénérateurs en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. L'exploitant indique qu'elle sera rédigée avant l'hiver 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet